

LES PRIX DE L'EAU ET DE L'ENERGIE EXPLOSENT



Il y a de bonnes raisons de s'alarmer de l'état des rivières et des nappes souterraines. Le bilan effectué, en 2010, par l'agence de l'eau Adour-Garonne n'est pas brillant.

60 % des rivières et 57 % des nappes de notre territoire sont en mauvais état écologique. La commission européenne exige que le bassin Adour-Garonne (26 départements et 7 millions d'habitants)

rejoigne « en zone vulnérable nitrates » les mauvais élèves, c'est-à-dire la moitié du territoire Français. Ce qui est un échec cuisant pour l'Etat mais aussi pour les agences de l'eau.

En 2010, la cour des comptes impute ces résultats décevants à : « une insuffisante volonté de l'Etat de remettre en cause des pratiques agricoles basées sur le choix d'une agriculture intensive. »

La cour critique aussi les agences de l'eau qui : « s'apparentent plus à des banques mutualistes qu'à des instruments d'une politique nationale soumise à des obligations de résultats. »

Chaque année, les agences de l'eau consacrent 2 milliards d'euros à la politique de l'eau en appliquant non pas le principe du pollueur-payeur mais celui très contestable du pollué-payeur. Ce sont, en effet, les consommateurs qui règlent 90 % de cette somme.

A Anglet, l'agence Adour-Garonne a ponctionné, en 2011, les usagers de + 13,8 % pour la modernisation des réseaux de collecte et + 14,9 % pour la pollution domestique. Par contre paradoxalement la somme consacrée à la préservation des ressources en eau est en baisse de 6,8 % alors que toute la région est au régime sec.

En ce qui concerne l'assainissement des eaux usées qui représente 50 % de la facture. Pour la collecte, la part de la Lyonnaise des Eaux augmente de 4,7 % et pour le traitement celle de la communauté d'agglomération de 4,3 %. La délégation de service public à la Lyonnaise arrive à échéance en 2013.

Nous pensons qu'il serait logique de confier tout l'assainissement à la communauté qui détient cette compétence. Cela permettrait de rompre avec le monde de la finance qui nous asservit.

Au final, le prix de l'eau passe de 3,27 à 3,43 € le m3 soit une augmentation de 5,2 % en 2012. Avec les hausses du gaz de 29 % en 30 mois, de l'électricité, de l'énergie en général, le montant des créances des personnes en situation de précarité a plus que doublé en 2011. La privatisation de ces secteurs engraisse les actionnaires et aggrave la vie de la population.

Pour rappel, le Smic n'a été augmenté que de 2 %. Pour ces raisons, les communistes ont voté contre ce point à l'ordre du jour du conseil municipal d'Anglet.

■ Anne-Marie BORDA

conseillère municipale communiste Anglet

Imprimerie Maubec - Tarnos - Ne pas jeter sur la voie publique



www.pcf64.org

les Communistes de la Côte Basque

Sept./Oct. 2012

JOURNAL DES SECTIONS DE BAYONNE - ANGLET - BIARRITZ - USTARITZ - CAMBO - SAINT-JEAN-DE-LUZ - HENDAYE - BOUCAU

SUD OUEST PRIS LA MAIN DANS LE SAC

(Une fois de plus !)

Ci-dessous, copie du courrier adressé au rédacteur du journal Sud Ouest, courrier qui, à ce jour, n'a pas reçu de réponse. Ce journal se distingue soit en faisant comme si notre Parti n'existait pas, soit en déformant ou en rendant incompréhensibles nos interventions.

« Dans les pages Pays Basque, du journal Sud Ouest de ce jour, figurent des photographies rendant compte des différentes cérémonies commémoratives du 8 Mai 1945. Une seule est tronquée, celle de Biarritz. En effet ne figurent pas sur la photo deux personnes, porteuses d'une gerbe dédiée : » A TOUTES LES VICTIMES DU NAZISME » PCF Biarritz.

Cette tradition, inscrite maintenant dans le déroulement de cette cérémonie, a été initiée par des déportés et résistants communistes Biarrois. Depuis trois années, à la suite d'Yvette GOURDIN, je perpétue ce geste. Cette année de jeunes communistes de Biarritz ont demandé à m'accompagner, ce que j'ai accepté avec émotion. L'un d'eux a donc déposé, avec moi, cette gerbe en même temps que les officiels et Anciens Combattants. Et Anastasia a coupé la photo!

Pourquoi? Cette pratique de censure, tant décriée quand elle se produisait ailleurs, toucherait-elle le Parti Communiste à Biarritz ? Après le droit de réponse, à la suite d'un article ambigu, amputé des trois-quarts cela commence à faire beaucoup! »



On comprend pourquoi le Maire écrit dans son éditorial de Biarritz magazine : « le problème pour eux (les journaux locaux) n'est pas affaire d'équilibre ou d'honnêteté... » Quand on a un appui de ce niveau on peut se permettre pas mal de choses, ce que ne manquent pas de faire certains. Et malgré cela Le Front de Gauche est pratiquement à 10% au 1er tour des Présidentielles à Biarritz ! Ce doit être désespérant quand on voit le mal qu'ils se donnent pour nous affaiblir.

EDITORIAL



Savez-vous ce qu'avait répondu Rosa Luxembourg en 1914 au dirigeant socialiste Kautsky qui conseillait à ses camarades de jeter aux oubliettes leurs rêves internationalistes pour les temps de guerre qui s'annonçaient ?

« En somme, lui rétorquait-elle, tu nous proposes de réécrire la célèbre phrase: « Proletaires de tous les pays, unissez-vous... » [en

ajoutant] en temps de paix ; mais en temps de guerre, tranchez-vous la gorge! »

Méditons cette réplique de Rosa Luxembourg, parce qu'aujourd'hui, c'est un peu de cela qu'il s'agit.

Les puissances d'argent ont déclaré la guerre au monde du travail et leurs officines de propagande, les fameuses agences de notation, les dirigeants politiques qui les servent nous disent en quelque sorte : « C'est la guerre, non pardonnez-nous, c'est la crise ! Alors le temps est venu de l'« union nationale » pour sauver la Finance. Quant à vous, les travailleurs, tranchez-vous la gorge! ».

Eh bien, tous ensemble, nous pouvons leur dire tout simplement : « Ne comptez pas sur nous ».

C'est cela le pari du « NOUS » que nous construisons avec le Front de Gauche et qui devient, entre un capitalisme sauvage prêt à tout et une social-démocratie qui n'ose pas affronter les problèmes, une lueur d'espoir, d'alternative au renoncement.

En Grèce, en Espagne, la droite et les socialistes ont alterné mais les populations ont du mal à voir la différence. Les dogmes du libéralisme financier édictés par Bruxelles et les banques, le refus de les affronter ont eu les mêmes conséquences désastreuses pour les salariés. Loin de sortir le pays de la crise elles l'ont enfoncé. Mais elles ont sauvé les banques.

Ne laissons pas F.Hollande conduire la Gauche à ce scénario catastrophe qui la discréditerait.

La signature du traité budgétaire européen élaboré par Merkel et Sarkozy serait un acte fort de soumission de la France aux puissances d'argent

Les médias décrivent tous les jours des scénarios bouclés d'avance, mais nous sentons bien, que la réalité est bien différente.

Rien n'est joué. Tout est possible. Et au milieu de mille questionnements, le Front de Gauche est en train d'apparaître aux yeux de centaines de milliers de nos concitoyens comme une réponse neuve et indispensable pour sortir de la crise, affronter ses vrais responsables et faire réussir la Gauche.

■ Daniel ROMESTANT
Secrétaire section BABU

■ Bernard ITHURBIDE
Elu PCF Biarritz

PÉTITION POUR UN RÉFÉRENDUM SUR LE NOUVEAU TRAITÉ EUROPÉEN

François Hollande s'était engagé à renégocier le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), appelé aussi pacte budgétaire, signé par N. Sarkozy et A. Merkel. Il n'en est rien.

Ce nouveau texte durcit les traités de Maastricht et de Lisbonne et prône à la fois l'austérité à perpétuité, mettant les dépenses publiques des Etats sous la tutelle et le contrôle de la Commission de Bruxelles. Voilà par exemple ce que déclarait A.Merkel au journal Der Spiegel, «La cour de justice européenne pourrait acquérir le droit de surveiller les budgets des états membres et de punir ceux qui créent du déficit».

Pourtant l'expérience montre que cette politique n'a fait qu'enfoncer les pays européens dans la crise et les peuples dans la souffrance, comme le prévoyait le Traité Constitutionnel Européen (TCE) rejeté massivement lors du référendum du 25 mai 2005 par 56% des Français et dans les Pyrénées-Orientales par 64,55% de la population.

Le traité Sarkozy / Merkel doit être rejeté. La souveraineté du peuple doit être respectée. François Hollande ne peut pas se comporter comme Sarkozy et bafouer la démocratie, en ne tenant pas compte du résultat de 2005 et de l'aspiration actuelle de 72% des français qui souhaitent être à nouveau consultés sur cette question. Je demande au président de la République de convoquer la tenue d'un référendum sur l'approbation ou non de ce traité (TSCG).

Nom : Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Signature :

à renvoyer à : PCF - 50 av. Jean Mermoz - 64000 PAU

ZONE PORTUAIRE BOUCAU/TARNOS

RAS-LE-BOL DES NUISANCES ET INTERVENTION CITOYENNE.

Depuis une première manifestation, proposée par les FDG de Tarnos et Boucau, qui a rassemblé voici un an plus de 200 personnes sur une place voisine de la zone, les actions se sont succédées et se sont développées pour interpeller les entreprises industrielles et les pouvoirs publics.

Une pétition, portant les exigences de respect du bien-être et de la sécurité de la population comme des salariés, d'une meilleure protection de l'environnement et affirmant le soutien au développement économique et industriel, a très rapidement recueilli quelques 2100 signatures.

Le collectif constitué de militants du FDG et de riverains a été reçu sur sa demande par les 1ers responsables de la CCI de Bayonne, par M. le s/préfet de Dax accompagné des chefs de services concernés, et par M. Rousset Président de Conseil Régional à Bordeaux.

Lors de la remise de ces pétitions, les délégations se sont faites le relais de l'ensemble des citoyens engagés dans cette initiative. Jusqu'ici, seule la demande d'audience auprès de la S/préfecture de Bayonne est restée sans réponse....

Aujourd'hui, quelle est la situation ? D'abord, il faut dire qu'au cours de ces rencontres, nos observations, nos propositions, nos exigences ont été reconnues comme bienfondées. L'action citoyenne responsable étant difficile à ignorer, il est certain qu'elle a permis d'ouvrir quelques portes et de se faire entendre auprès de ces « décideurs ».

Ainsi, pour les problèmes d'odeurs, de poussière, de sécurité, nous avons enregistré l'annonce de mesures techniques prévues :

-la grue de 566T (GR14) équipée d'une trémie aspirante est en service.

-2 remorqueurs sont équipés pour intervention incendie avec respectivement des cuves de 600m3/h et 400m3/h.

- confirmé par le directeur de LBC, un système de récupération et d'incinération des gaz de torche (mercaptan) pendant les opérations dépotage devrait être en fonction fin 2102. Par ailleurs l'entreprise est soumise à la création d'un PPRT (Plan de Prévision des Risques Technologiques). Après le processus engagé par les différents organismes officiels, une enquête publique démarre ce mois d'octobre.

Si peu à peu des informations parviennent amenant un début de transparence, il reste des points à gagner par les citoyens.

Un poste de secours sur la rive droite de l'Adour. La création d'une CLIS et d'un CHSCT de site. Une rénovation pour une meilleure sécurisation du Port avec le contrôle de tous les sites et de l'acheminement de matières dangereuses. Le développement du fret pour acheminer les marchandises au port, ce qui implique la défense des wagons-isolés et l'investissement dans l'entretien des réseaux contre la logique du tout camion.

Au-delà de ces points sensibles, la contamination du terrain FERTILADOUR reste la question qui semble engluée dans un manque de détermination des pouvoirs publics. La logique perverse du pollueur/payeur ne suffit pas. Le groupe Roullier, 2.613 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2010, responsable et coupable de cette pollution doit rendre le sol accessible et utilisable pour l'installation d'une activité industrielle.

L'emploi et le développement des activités portuaires ont tout à y gagner. C'est dans la mobilisation citoyenne que se trouvera la force de les imposer. Le FDG avec les citoyens décidés ne lâcheront rien.

■ Jean PRUDET
PCF Boucau

LES JEUNES ET LA POLITIQUE : JE T'AIME, MOI NON PLUS

Faut-il se poser la question suivante : est-ce que les jeunes se désintéressent de la politique ? Du fait, qu'ils s'abstiendraient plus aux élections que les autres catégories de la population.

Mais lors des élections présidentielles de 2012, la tranche 18-35 ans s'est beaucoup plus mobilisé notamment dans les

quartiers populaires que lors des précédentes élections, avec un faible taux d'abstention.

L'élection présidentielle est l'élection « phare » des français notamment chez les jeunes qui portent plus d'attention aux enjeux nationaux. Pourtant et nous le voyons bien aujourd'hui, l'élection des députés est primordiale. C'est le parlement qui vote les lois qui engagent nos vies pendant 5 ans.

Notre génération prend conscience des enjeux nationaux que nous réserve l'avenir, l'école, les retraites, le chômage, et par conséquent s'implique de plus en plus dans les mouvements associatifs, certains s'engagent dans un parti politique.

Notre génération est donc en train d'écrire une nouvelle page de notre histoire dans l'engagement de la jeunesse française. C'est vrai aussi dans de nombreux pays d'Europe.

Quand en France, 25% des jeunes sont au chômage ou ont un emploi précaire et vivent donc sous le seuil de pauvreté, comment ne seraient-ils pas plus nombreux à s'intéresser à la politique ?

■ Mickaël MANZANO
Jeune Communiste



CHEZ DASSAULT : DE L'ARGENT À FOISON ET APRÈS?

Il y a au moins chez Dassault des gens heureux. On parle ici du PDG et de ses rejetons qui profitent à fond du travail réalisé par les 7800 salariés du groupe et des milliers de sous traitants qui eux aussi y participent.

Pour 2011 Mr Serge Dassault, l'ultra libéral, a empoché 43 millions d'euros de dividendes. Colossal! Et dans le même temps il n'a aucune honte au nom de la crise (la sienne) à demander au personnel de se serrer encore la ceinture. Les négociations annuelles se sont soldées avec un maigre 1%, les différents accords dénoncés où en voie de l'être.

A QUOI SERT L'ARGENT?

Tout cet argent « pompé » dans l'entreprise à quoi doit t'il servir ? A satisfaire les appétits des riches ? A la spéculation financière et l'économie virtuelle ?

Ou bien ne faut t'il pas repenser le débat de l'utilité sociale, de la vraie économie, du développement industriel, de la satisfaction des besoins des salariés et du pays ?

Par exemple ces sommes fabuleuses seraient bien plus utiles pour relancer la recherche et renforcer les bureaux d'études afin de pérenniser la vitalité et le renom de l'entreprise que des générations ont construite. Et le Gouvernement, au lieu de nous parler d'efforts justes et partagés serait mieux inspiré d'y regarder un peu plus et de s'attaquer à cette gabegie d'argent !

Au lieu de ça, le PDG se cantonne à une politique industrielle dangereuse basée autour de la poule aux oeufs d'or, les Falcons, et le Rafale. Deux programmes et c'est tout. Juteux, certes, mais qui fragilisent le groupe. Pour mémoire dans les années 80 plusieurs programmes cohabitaient et permettaient d'encaisser quelque trou d'air.

LA FUSION EADS/BAE SYSTEMS ?

Actuellement en débat cette fusion (EADS actionnaire chez Dassault) pourrait bouleverser la donne industrielle et sociale.

Si elle se réalisait cela donnerait naissance au plus grand constructeur mondial aéro et défense. Et la particularité de BAE est de réaliser une grande part de son Chiffre d'affaire aux USA et d'être très en cour au Pentagone. Cet ancrage américain ne risque t'il pas d'y tirer ce nouvel ensemble?

Ce projet annonce t'il une réorganisation de l'Europe de la défense adossée à l'OTAN ? Et dans ce schéma que devient DASSAULT et son potentiel en matière de défense ? Le gouvernement certainement au fait de ses tractations-puisque actionnaire d'EADS- laissera t'il faire ? Quid de l'emploi et de la souveraineté ?

Lors des dernières élections le PS et F. HOLLANDE ont beaucoup parlé des droits des salariés . Dire Oui à la reconquête industrielle et laisser carte blanche au patronat cela ne va pas ensemble.

Alors raison de plus, car maintenant «aux manettes,» pour donner aux personnels dans les entreprises, aux C.E et C.C.E de réels pouvoirs d'intervention et de gestion dans celles ci. C'est ce que réclame le PCF depuis longtemps. C'est la voie de l'efficacité sociale et économique.

Il y a urgence à faire grandir cette exigence !

■ PCF DASSAULT

MONSIEUR GRENET, PICK POCKET OFFICIEL

Pour cause de crise du capitalisme -système qu'il défend- de désengagements successifs des gouvernement précédents M. le Maire de Bayonne tente de «reverdir» les finances municipales. Comment ? Tout simplement, tel le pick pocket ,en supprimant à nouveau des gratuités de stationnement de parkings. Sur l'air de «c'est pas moi c'est les autres» il fait les poches des contribuables.

Ainsi devraient encore passer à la caisse toutes ces familles modestes qui habitent en centre ville et sans garage, tous ceux et celles dont la voiture est le seul moyen de déplacement : salarié(e)s travaillant en ville, étudiants , ou tout simplement visiteurs et clients. Cette politique (qui s'ajoute par exemple à la tarification entre 12 et 14h) est insupportable. Le PCF soutient sans réserve l'initiative citoyenne de pétition (www.petitions24.net), invite à s'en saisir et à la faire connaître.

A Bayonne comme à l'Agglo les responsables politiques -M. Grenet en tête- parlent beaucoup de développement durable, d'écologie, de transports collectifs etc.. Mais au final c'est bien une réelle audace politique et écologique



qui fait défaut !

L'audace ce serait par exemple de créer aux entrées de ville comme St Bernard, Aritxague, St Frédéric, Prissé, des parkings de délestage avec une desserte gratuite et cadencée du centre ville. Ce serait aussi un engagement fort envers la proposition des cheminots CGT sur la desserte en train (ligne du soufre).

Pourquoi aussi ne pas réfléchir aussi à la gratuité sur le réseau de transport collectif urbain ? D'autres collectivités en France et non des moindres l'ont adopté et ne s'en portent pas plus mal, bien au contraire.

Ensemble nous pouvons obliger la municipalité à revoir sa copie et à s'engager sur des choix alternatifs . Oui à la qualité de vie, Non à ce nouveau racket ! En ce sens le PCF invite à se rassembler le 18 Octobre à 17h devant la mairie de Bayonne . A ce moment là un Conseil Municipal se tiendra et ce sera une occasion supplémentaire d'exiger l'abandon de ces décisions et de voir se concrétiser une réelle audace en matière de transports.

■ André DAVANT
PCF Bayonne